

Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 3 avril 2026

MOTION POUR UNE DECENTRALISATION CULTURELLE SOLIDAIRE
ET RESILIENTE - MANIFESTE DE GRANVILLE

Gilles LELONG

Conseiller départemental, canton de Cherbourg-en-Cotentin 5
au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

On dit souvent que la culture est le parent pauvre des politiques publiques. La Manche n'y fait pas exception même si nous reconnaissons que le budget 2025 ainsi que celui de 2026 ont été maintenu à un niveau constant.

Toutefois, ce manifeste de Granville alerte sur les difficultés rencontrées par le monde culturel à différents niveaux, État, région, département, intercommunalité et ville.

Face à ce constat, il réaffirme que la culture est un droit essentiel et que les Départements jouent un rôle clé pour garantir l'égalité d'accès, notamment dans les territoires ruraux. Ils proposent de :

- Renforcer le rôle des collectivités locales,
- Sécuriser juridiquement l'action culturelle,

- Garantir la liberté artistique,
- Impliquer davantage les citoyens,

et réformer le financement en redonnant une autonomie fiscale aux Départements.

Il appelle enfin l'État, les élus et les citoyens à se mobiliser pour préserver la démocratie culturelle contre un risque de disparition progressive des politiques culturelles locales, qui entraînerait une aggravation des inégalités territoriales et un affaiblissement du lien social.

Le message est clair : la culture doit rester une priorité publique, et non une variable d'ajustement budgétaire.

Le manifeste de Granville prolonge l'appel de Bègles en passant d'une simple alerte à une véritable stratégie de refondation des politiques culturelles, marquant ainsi le passage d'une prise de conscience à une volonté d'action concrète face à une crise désormais installée.

Nous fondons l'espoir que cette motion ne soit pas une fin en soi mais qu'elle serve de guide à l'action culturelle du conseil départemental de la Manche pour les années à venir. Elle vous engage, Monsieur le Président, elle nous engage tous collectivement.

Nous voterons favorablement cette motion.